

**La réunion de l'Internationale socialiste à Paris n'aura aucune répercussion sur le résultat des élections françaises estime le chancelier Kreisky**

**7-8 Janvier**

Vienna. — Dans un entretien accordé au Monde, le chancelier Kreisky, qui passe actuellement ses vacances dans le Vorarlberg, a répondu aux critiques qui lui ont été adressées ces jours derniers à propos de sa prochaine participation à la réunion de l'Internationale socialiste à Paris. A ceux qui lui ont reproché de soutenir par sa présence le Front populaire en France et de « perturber les relations entre Vienne et Paris », le chancelier a répliqué en déclarant que :

- 1) La conférence des dirigeants de l'Internationale socialiste est une réunion de routine du genre de celles qui se sont tenues par le passé dans d'autres pays, et même en France il y a plusieurs années ;
- 2) La réunion n'abordera en aucune façon la situation politique en France et ne donnera pas lieu à des déclarations à ce sujet ;
- 3) De telles rencontres sont organisées longtemps à l'avance, celle de Paris ayant été fixée bien avant que soit connue la date des élections françaises. Il n'y a donc aucune raison de l'ajourner, d'autant plus qu'à la suite des « arguments injustifiés » avancés contre cette réunion, une annulation équivaldrait à s'éloigner sans motif du parti socialiste français.

**DES AMBULANCES POUR LE VIETNAM**

Souscrivez

**C.C.P. SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS**

654-37 PARIS

9, rue Froissart, 75003 Paris

**0 - 1973**

**Ce qui a été fait**

Un appel, pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, a recueilli déjà 2 712 signatures de partisans d'un socialisme véritable, de diverses tendances ; un premier meeting est organisé à la Mutualité de Paris le 26 novembre 1970

Des bulletins sont édités, des conférences de presse, assemblées militantes, séances de projection de films suivis de débats libres, une première brochure éditée et rapidement épuisée, un numéro spécial du bulletin de l'opposition socialiste tchécoslovaque, *Listy*, édité en langue française

M. Kreisky a ensuite relevé que la politique des partis sociaux-démocrates était « absolument autonome ». « Ces partis, a-t-il dit, venant scrupuleusement à leur indépendance sans réserve. » Le dirigeant autrichien a cité en exemple la politique européenne du parti travailliste britannique, qui diverge de celle des autres partis sociaux-démocrates européens. A propos des réactions de la majorité en France, il a dit : « Toute cette manière d'agir n'a fait qu'accorder une large audience à une conférence d'information réciproque qui se tient à huis clos et qui ne devait avoir qu'un écho réduit auprès de l'opinion publique. »

Le chancelier s'est montré persuadé, d'autre part, que la réunion de l'Internationale socialiste n'aurait aucune répercussion sur les résultats des élections françaises. « L'électeur français ne se laisse pas influencer par une telle réunion, a-t-il affirmé. Il est un des plus critiques du monde. »

Le chef du gouvernement a ensuite fait preuve de la « plus grande compréhension » pour la position du gouvernement français qui ne désire avoir aucun contact, ni officiel ni officieux, avec les participants de la réunion de l'Internationale socialiste. Mais si cette réunion déplait au gouvernement de Paris, « c'est à ce dernier de prendre position », a dit M. Kreisky, interrogé sur ce qu'il pensait de l'article du journal gaulliste *la Nation*, qui s'était inquiété de l'avenir des relations franco-autrichiennes. Le chef du gouvernement de Vienne a d'ailleurs confirmé que le gouvernement français n'avait entrepris aucune démarche pour empêcher son voyage à Paris

BERNARD MEIXNER.

**M. Mitterrand : la gauche gardera M. Pompidou comme président de la République**

M. François Mitterrand, qui était vendredi 5 janvier l'invité d'Europe-1, a notamment déclaré : « Nous ne voulons pas changer en profondeur l'équilibre des moyens fixés par la Constitution de 1958 entre le président et le Parlement, mais nous voulons que le président respecte la Constitution. Je n'admets pas que le président se considère comme au-dessus des lois. Le problème du président n'est pas posé. Il est

arrive grognon, « scrongneugneu... Dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier, j'ai envie d'avoir un président, d'avoir quelqu'un d'aimable, de me sentir à l'aise avec lui. Or il vient à la télévision pour expliquer à une partie des Français, les siens, qu'il leur fait de bons vœux, et pour les autres des mauvais.

« M. Pompidou a manqué à ses devoirs dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier. (...) S'il veut biaiser avec le suffrage universel et jouer au général de Gaulle... qu'il fasse du bon Pompidou, cela lui est arrivé, et pas du mauvais de Gaulle, ça peut aussi lui arriver. Il faut qu'il s'explique, qu'il cesse de jouer une vilaine comédie qui consiste à dire aux Français : « Si vous voulez me garder il ne faut pas les prendre ». Nous disons : « Il faut nous prendre aussi et on le gardera, et on lui laissera les pouvoirs que le peuple lui a confiés. » Je n'ai aucune animosité envers un homme dont je respecte la fonction et dont la personne ne m'est pas indifférente. Mais je trouve qu'il tourne un peu mal, qu'il vaut mieux que ce qu'il fait. Entre 1972 et 1976 on se fréquentera. Nous avons toujours dit que nous pourrions cohabiter, mais il faut pour cela que M. Pompidou se décide à préférer l'Etat et la France à la petite camarilla de l'U.D.R. »



(Dessin de PLANTU.)

Le premier secrétaire du P.S. a d'autre part indiqué que sa formation « estime parfaitement légitime qu'en raison de son importance et des racines qu'elle a dans l'opinion elle puisse aspirer à exercer la fonction de premier ministre ». « Là-dessus, a-t-il ajouté, nous ne récusons personne. Ce n'est pas un problème de principe que d'interdire à tel ou tel de devenir premier ministre, c'est une question que nous verrons au lendemain des élections, en fonction des résultats. » En ce qui concerne sa situation personnelle, M. François Mitterrand a également noté : « Je ne peux pas identifier une ambition personnelle avec l'ambition qui est celle d'un socialisme qui représente un courant historique. La deuxième tâche est la plus importante, auprès de laquelle une éventuelle accession à l'Elysée est par rapport à moi secondaire, bien que j'en connaisse la noblesse et l'importance. S'il n'y avait pas d'élections en 1976, cela ne changerait rien à mon comportement. Mon attitude aujourd'hui serait la même. Cette hypothèse politique (ma candidature en 1976) n'est pas posée. C'est une hypothèse qui est soumise aux circonstances. »

**CORRESPONDANCE**

**« Les conséquences des conséquences »**

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Jean Maisonnaute :

Monsieur le Directeur,

Sous le titre « Les conséquences des conséquences » (*le Monde* du 4 janvier) vous avez examiné les différentes hypothèses laissées par la Constitution pour résoudre « un conflit » entre les deux expressions nationales du suffrage universel : président et Assemblée.

Il en est une que vous n'avez pas traitée et qui me paraît devoir être prise en considération :

Et si la volonté du peuple était d'avoir à la fois, à l'Elysée, M. Pompidou et, à l'Assemblée nationale, une majorité de gauche ?

Et si la présence de M. Pompidou à l'Elysée était, dans l'opinion, la « digue », le recours, la garantie du billet de retour, permettant, et elle seule, les progrès actuels de la gauche et l'acceptation de son succès éventuel, comme naguère l'affirmation d'un certain « destin national » ne fut

qu'en 1976. Les Français le savent et l'ont voulu. Rien n'indique qu'ils aient changé d'avis. Ils savent aussi, et c'est l'essentiel qu'il n'envisage pas de se retirer, automatiquement en cas de victoire de la gauche.

On objectera que le président, s'étant engagé, d'une certaine manière, au côté de la majorité actuelle, pour défendre les options fondamentales qu'il incarne, sa cohabitation avec une majorité de gauche n'est plus possible.

Mais pourquoi se désolidariserait-il, avant le 11 mars, de la majorité qui l'a soutenu et qui, jusqu'à cette date, reste l'expression du suffrage universel ? Devrait-il, soudain, renier sa politique et sa majorité, qui sont les réalités d'aujourd'hui pour, d'avance, se concilier les grâces d'une autre majorité, simplement éventuelle ? Pourquoi devrait-il préjuger le résultat de la consultation ? Bien plus, pourquoi devrait-il préjuger un résultat contraire à tous les suffrages effectivement exprimés jusqu'à

● M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, sera l'hôte de France-Inter, lundi 8 janvier, de 7 h. 30 à 8 h. 30. Il répondra en direct aux questions de MM. Jean-Claude Turjman, Dominique Bromberger et Jacques Salebert, directeur de la région de la radiodiffusion.

**M. ROBERT BOULIN : la gauche est ouvertement hostile à l'autonomie des régimes de retraites complémentaires.**

M. Robert Boulin, ministre

LE MONDE 7-8 Janvier 1973

7-8 Janvier 1973

FB

